

# Les élus veulent peser sur le sujet

*Huit associations nationales d'élus locaux se sont réunies dans un collectif pour dialoguer avec l'Etat sur la sécurité et la prévention de la délinquance.*

La bonne réponse ne viendra pas d'en haut mais d'en bas pour les représentants des huit associations nationales réunies au sein d'un Collectif inter associations d'élus pour la sécurité et la prévention (CIAESP). « *Les élus locaux sont au cœur de la co-production de la sécurité* », rappelle Alexandre Touzet, qui était présent lors de la conférence de presse de lancement de ce collectif. En tant que vice-président délégué à la sécurité du Conseil départemental de l'Essonne, mais aussi en tant que président du groupe de travail prévention de la délinquance et de la radicalisation des départements de France.

Les élus locaux ont un rôle à jouer de fait, ayant la responsabilité de 25 466 agents de police municipale, soit la troisième force de sécurité intérieure du pays. A ceux-ci, s'ajoutent les médiateurs, animateurs, éducateurs spécialisés et travailleurs



**Le vice-président du Département et maire de Saint-Yon, Alexandre Touzet, était présent à la conférence de presse du collectif des associations le mercredi 18 octobre.**

sociaux qui se trouvent aussi sous leur responsabilité. Difficile donc de faire sans eux sur les sujets de sécurité et de prévention de la délinquance.

Et si les émeutes du début de l'été ont parfois surpris à Paris, pour ces élus de terrain, la surprise était bien moindre. « *Une partie des causes sont bien connues des élus locaux. Ils constatent depuis plusieurs années une montée en puissance des phénomènes de polarisation dans leurs villes, une dégradation inquiétante des liens entre les forces de sécurité et une partie de la population, la persistance d'inégalités ou encore un désen-*

*gagement financier pour des services de proximité essentielle* ». Parmi leurs inquiétudes notables, la lutte contre les trafics de drogues, les violences intrafamiliales ou encore la protection de l'enfance.

En se réunissant, ces associations nationales veulent peser dans le débat et devenir un interlocuteur de référence pour l'Etat. « *Le collectif propose d'instaurer des concertations régulières avec l'Etat dont l'ordre du jour sera co-élaboré afin que les priorités des collectivités locales soient assurées d'y figurer* », annoncent-ils.